Les frontières de l'écoumène québécois : de la lutte à l'étalement urbain à la mise en œuvre du Plan nord

Settlement patterns in Quebec: from occupation to urban sprawl to the Plan nord project

Martin Simard

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/eccs/394>

DOI : 10.4000/eccs.394

ISSN : 2429-4667

Éditeur

Association française des études canadiennes (AFEC)

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2012

Pagination : 93-113

ISSN : 0153-1700

Référence électronique

Martin Simard, « Les frontières de l'écoumène québécois : de la lutte à l'étalement urbain à la mise en œuvre du Plan nord », *Études canadiennes / Canadian Studies* [En ligne], 72 | 2012, mis en ligne le 01 juin 2014, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/eccs/394> ; DOI : 10.4000/eccs.394

LES FRONTIÈRES DE L'ÉCOUMÈNE QUÉBÉCOIS : DE LA LUTTE À L'ÉTALEMENT URBAIN À LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN NORD¹

Martin SIMARD

Université du Québec à Chicoutimi

L'écumène québécois est principalement le résultat des quatre derniers siècles de la « marche du peuplement ». Ce processus a débuté par l'occupation progressive de la plaine du Saint-Laurent pour se terminer par l'érection d'établissements industriels en milieu nordique (mines, barrages hydroélectriques, etc.), en passant par la colonisation agro-forestière des régions périphériques telles que le Saguenay ou l'Abitibi. Ayant atteint son extension maximale dans les années 1970, l'écumène du Québec semble engagé sur la voie d'un rétrécissement, à l'image de l'ensemble de l'espace habité du Canada. Certaines villes nordiques ont été fermées et de nombreux villages et petites villes se dépeuplent et se dévitalisent. Paradoxalement, l'étalement urbain et la rurbanisation affectent significativement les secteurs centraux de l'écumène. Dans ce contexte, quelles sont les perspectives et tendances à venir dans l'occupation du territoire ? De plus, quels sont les défis posés à l'instance publique pour un aménagement durable des collectivités territoriales ? Nous tenterons de répondre à ces interrogations à travers un regard sur l'évolution de l'écumène et sur les dynamiques territoriales actuelles.

Settlement patterns within the province of Quebec reflect four centuries of territorial dynamics. European settlement began with occupation of the St. Lawrence Valley for agricultural purposes, followed by the establishment of industrial complexes (mines, dams, etc.) and towns in the more northern regions of the province. Having reached its maximum extent in the 1970s, the inhabited space (or ecumene) within Quebec appears to be experiencing a contraction, reflecting the situation within Canada as a whole. Several northern cities have been abandoned and many rural areas and small towns are in decline. Paradoxically, urban sprawl significantly disturbs the central urbanized regions. In this context, what are the prospects and challenges facing governments and communities in terms of sustainable planning and development? We will try to answer these questions through an analysis of settlement evolution and a discussion of the current territorial dynamics affecting the largest province of Canada.

L'écumène québécois est principalement le résultat des quatre derniers siècles de la « marche du peuplement ». Ce processus a débuté par l'occupation progressive de la plaine agricole du Saint-Laurent pour se terminer par l'érection d'établissements industriels en milieu nordique (mines, barrages hydroélectriques, etc.), en passant par la colonisation agro-forestière des régions périphériques telles que le Saguenay ou l'Abitibi. Ayant atteint son extension maximale dans les années 1970, l'écumène du Québec semble

¹ L'auteur aimerait remercier M. Carl Brisson, professionnel de recherche au Laboratoire d'expertise et de recherche en géographie appliquée (LERGA) de l'UQAC, pour son aide précieuse sur les plans cartographique et statistique. Nos remerciements vont également au Centre de recherche sur le développement territorial (CRDT) pour son appui financier.

Martin SIMARD

engagé sur la voie d'un rétrécissement, à l'image de l'ensemble de l'espace habité du Canada. En effet, certaines villes nordiques ont été fermées et de nombreux villages et petites villes se dépeuplent et se dévitalisent. Paradoxalement, l'étalement urbain et la rurbanisation affectent significativement les secteurs centraux de l'écoumène.

Ces diverses dynamiques territoriales affectent l'organisation de l'espace québécois de multiples manières. Par exemple, le caractère contradictoire des phénomènes d'étalement urbain et de dévitalisation rurale s'impose aux analystes. Face à cela, plusieurs politiques publiques se révèlent incomplètes ou incohérentes, du moins en apparence. En effet, l'urbanisme durable, que plusieurs appellent de leurs vœux, promeut une densification de l'habitat alors que les stratégies de développement rural et d'occupation du territoire suggèrent plutôt une diffusion de celui-ci. Par ailleurs, les villes et régions dont l'économie est fondée sur les ressources naturelles subissent les aléas du marché. Par exemple, les villes minières peuvent passer de la crise du logement à la fermeture, en quelques années.

Dans ce contexte, plusieurs interrogations interpellent les acteurs de l'aménagement et du développement territorial. Premièrement, quelles sont les tendances et perspectives d'avenir dans l'occupation du territoire ? Deuxièmement, l'occupation des territoires doit-elle être une fin en soi ou être le simple reflet des besoins des populations et du marché ? En effet, si « faire du territoire » n'est qu'une nécessité géopolitique pour les États, la qualité de vie des milieux et la desserte en services publics des collectivités, peuvent être vues comme d'importants enjeux de société. De plus, quels sont les défis posés à l'instance publique pour un développement durable des collectivités locales et régionales ? Finalement, comment coordonner l'action publique à l'heure où le gouvernement du Québec mûrit l'idée d'une politique d'occupation du territoire et annonce le vaste projet du Plan nord ?

Nous tenterons de répondre à ces questions à travers un regard sur l'évolution de l'écoumène. Pour ce faire, un dossier statistique et cartographique nous appuiera. Par la suite, nous décrirons brièvement les dynamiques territoriales et les politiques publiques en vigueur. À ce chapitre, le lancement récent du Plan nord et la politique à venir sur l'occupation du territoire relancent l'intérêt pour les questions d'aménagement et de développement territorial, à l'échelle du Québec.

Les étapes du peuplement

La marche du peuplement est un thème récurrent de la géographie classique. En Occident, la transition démographique jumelée au maintien de l'agriculture familiale, pendant un certain temps, a favorisé l'accroissement rapide de la population et l'expansion continue de l'écoumène, du XIX^e siècle jusqu'à la période d'après guerres (WEISS-ALTANER 1992). L'occupation et l'exploitation de nouveaux territoires infranationaux étaient encouragées par les États qui y percevaient des avantages sur le plan de la géopolitique interne et externe. Ce mouvement est particulièrement impressionnant dans des pays « neufs » comme les États-Unis ou le Canada (CLAVAL 1989). Ces territoires, qui étaient relativement peu peuplés avant l'arrivée des Européens, ont vécu un processus accéléré d'appropriation territoriale dans un mouvement d'est vers l'ouest et, dans le cas du Québec et du Canada, du sud vers le nord (WEISS et AL. 2007).

La colonie française de la vallée du Saint-Laurent est l'un des premiers noyaux de peuplement européen du continent nord-américain ainsi que le berceau du Québec et du Canada (COURVILLE 2000). Les villes de Québec et Montréal vont devenir rapidement des avant-postes qui vont profiter de la traite des fourrures, de la colonisation agricole et de la ruée vers l'ouest canadien (PROULX 2002). Le Québec connaîtra aussi une expansion progressive de son écoumène, de l'axe du Saint-Laurent vers l'arrière-pays, tant sur la rive-sud que sur la rive-nord. Ce processus de peuplement « ... est une belle histoire, qui fait grand honneur au rameau français établi en terre américaine » (BLANCHARD 1960 : 65). L'accroissement du territoire occupé se réalise sous forme de corridors, à partir des grands affluents du fleuve Saint-Laurent, tels que l'Outaouais, le Richelieu, le Saint-Maurice ou le Saguenay. Ce processus peut être catégorisé en cinq phases distinctes².

Le peuplement des rives du Saint-Laurent (1608 à 1760)

À partir du début du XVII^e siècle, diverses expériences de peuplement d'origine française sont menées dans le nord-est de l'Amérique du nord. Ce mouvement irréversible marque une forte rupture avec le peuplement diffus des nations autochtones algonquines en place depuis plus de 10 000 ans (LACASE 1996). Après quelques tentatives infructueuses (Île de Sable, Île Sainte-Croix,

² Ce classement s'inspire en partie du texte de Fernand Harvey (1996) « Historique des régions du Québec, des origines à la révolution tranquille », dans Proulx, M.-U. (dir.) *Le phénomène régional au Québec*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p.113-132.

Martin SIMARD

Tadoussac, etc.), les Français prennent pied de manière permanente à Québec en 1608 (TRUDEL 1963). L'établissement de Québec, qui est à cheval sur le Cap Diamant, constitue un site stratégique situé est au cœur d'un futur espace culturel et politique qui portera son nom. Les villes de Trois-Rivières et de Montréal complètent bientôt la trame urbaine originelle (COURVILLE 2000). Ces établissements sont conçus dès le départ comme des espaces de qualité urbaine qui regroupent les activités commerciales, administratives et militaires.

Carte 1 : Le Québec habité en 1760

L'occupation des terres avoisinant les villes se concrétise lentement par l'intermédiaire du système seigneurial (voir la carte 1). Ce système territorial et socioéconomique est fondé sur des lotissements agricoles de forme rectangulaire qui sont alignés perpendiculairement au Saint-Laurent et entrecoupés de rangs d'habitats (HAMELIN 1993). Ces lotissements sont organisés en seigneuries et la propriété du sol revient aux seigneurs. Les censitaires cultivent le sol, paient le cens et effectuent certains travaux pour le seigneur. Ce système de servage à l'européenne, qui est unique en Amérique du nord, deviendra la marque territoriale des colons français à divers endroits :

LES FRONTIÈRES DE L'ÉCOUMÈNE QUÉBÉCOIS

principalement la vallée du Saint-Laurent mais aussi en Nouvelle-Orléans, aux abords de la rivière rouge au Manitoba et ailleurs. À la fin de cette période, le Québec nouvellement conquis par l'Angleterre dispose d'une population d'environ 65 000 habitants répartie sur 18 593 km² de territoire³.

Le peuplement de la plaine du Saint-Laurent (1760 à 1840)

À partir de 1760, on assiste au changement de régime politique et au remplacement des commerçants français par des marchands anglo-saxons. Au-delà du débat sur les effets réels de la conquête britannique⁴ (LAMARRE 2009), il semble que celle-ci a surtout des répercussions en milieu urbain. Pour sa part, la marche du peuplement suit son cours au sein d'une société résolument rurale et catholique. On assiste progressivement à l'expansion de l'écoumène sur l'ensemble de la plaine du Saint-Laurent par le biais des diverses rivières, en particulier sur la rive sud du fleuve, là où l'on retrouve les meilleures terres et un plus haut niveau d'ensoleillement (voir la carte 2). Avec le temps, la densification des terroirs et la multiplication des rangs d'habitats éloignent quelques peu la population des cours d'eau majeurs. On parle alors de la « maturité de l'espace laurentien » (HARVEY 1996).

Après l'indépendance des États-Unis d'Amérique en 1783, l'arrivée au Québec de milliers de loyalistes constitue un fait marquant (LAPERRIÈRE 2009). Ces populations anglophones et protestantes occuperont des territoires inhabités localisés à la frontière sud du Québec, selon le système des townships (lots agricoles de forme carrée favorisant la concentration des habitations). Ils formeront la région des *Eastern townships* (ou Cantons de l'Est) qui est aujourd'hui appelée l'Estrie. Par la suite, l'implantation du système parlementaire, dans les années 1790, viendra mettre en exergue les différences de valeurs et d'intérêts entre les populations franco-catholiques et anglo-protestantes du Québec. Au moment des troubles politiques liés à la révolte armée des patriotes Canadiens-français (1837-1838), la population totale de la province de Québec est d'environ 700 000 habitants dispersés sur 60 640 km².

3 Seigneuries avec paroisses uniquement car l'existence de celles-ci témoigne de l'occupation effective des terres.

4 Les historiens québécois sont divisés depuis longtemps sur l'interprétation des effets de la conquête britannique sur la vie des colons Canadiens-français. Les tenants de l'école de Montréal considèrent la conquête comme une tragédie, vécue comme telle par les colons, alors que les tenants de l'école de Québec défendent plutôt l'idée que la conquête a eu relativement peu d'effets sur le quotidien des colons de l'époque.

Martin SIMARD

Carl Brisson, LERGA, UQAC

Carte 2 : L'écoumène québécois en 1840

Le peuplement des plateaux appalachiens et laurentiens (1840 à 1945)

À l'aube des années 1840, l'écoumène déborde de l'axe laurentien pour occuper les plateaux appalachiens et laurentiens. La rareté des terres explique la mise en exploitation d'un sol de moins bonne qualité sur un relief vallonné. Ces « terres de roches » sont tout ce qui reste à la nouvelle génération de cultivateurs (COURVILLE 2000). Le Québec semble alors avoir atteint son optimum de population, au sens malthusien du terme, en tant que société agraire. Le surpeuplement relatif de la plaine et la détérioration des conditions de vie, vont entraîner de nombreuses réponses.

Selon nous, trois phénomènes interviennent alors afin de contourner cette situation difficile qui s'apparente à la surpopulation. Premièrement, il y a un fort mouvement de colonisation agricole de nouvelles terres, en-dehors des frontières traditionnelles de l'écoumène (HARVEY 1996). Notamment, on assiste alors à l'ouverture au peuplement des régions du Saguenay, du Lac Saint-Jean, de la Mauricie, des Laurentides et, dans les années 1920 et 1930, de l'Abitibi-Témiscamingue (voir la carte 3). Pour leur part, la Gaspésie et les Îles

LES FRONTIÈRES DE L'ÉCOUMÈNE QUÉBÉCOIS

de la Madeleine poursuivent un développement original par sa nature multiculturelle et son orientation sur la pêche (MIMEAULT 2004).

Carte 3 : L'écoumène québécois en 1955

Carl Brisson, LERGA, UQAC

Deuxièmement, l'émigration vers le nord-est des États-Unis, alors en plein essor industriel, apparaît comme la solution pour plusieurs. Le Québec perdra ainsi plus de 700 000 ressortissants entre 1850 et 1930. Troisièmement, le Québec profitera de l'industrialisation et de l'urbanisation pour occuper sa main-d'œuvre et la loger, avec un peu de retard par rapport à son voisin du sud (PROULX 2002). De ce fait, on repousse les limites de l'optimum de population par l'adoption d'un nouveau style de vie supportant de plus fortes densités. Montréal remplace Québec comme métropole vers 1860 et elle devient une ville industrielle prospère, notamment par son rôle de plaque tournante du transport ferroviaire (MARSAN 1994). Pour sa part, Québec amorce une période de décroissance liée au déclin de l'industrie des grands navires de bois (VALLIÈRES 2008).

Quelques années après la seconde guerre mondiale, le Québec affiche une population de 4 055 681 habitants (Statistique Canada, 1951) répartie sur

Martin SIMARD

139 557 km² (territoires municipalisés uniquement). Il faut aussi noter que la superficie totale du territoire québécois s'est transformée radicalement au cours de cette période, avec l'ajout du district fédéral de l'Ungava en 1912 (sans les eaux territoriales) et le retrait du Labrador en 1927 (DORION ET LACASE 2011). Ce dernier changement, qui est issu d'une décision favorable à Terre-Neuve du Conseil privé de Londres, a été fort controversé. D'ailleurs, le Québec ne reconnaît pas encore les frontières du Labrador même s'il les respecte de facto. D'autre part, le régime seigneurial est aboli au cours de cette période (1854) et des administrations municipales sont mises sur pied sur l'ensemble du territoire habité.

La création d'établissements en milieu nordique (1945 à 1980)

La période d'après guerre est caractérisée par une forte croissance économique, démographique et urbaine. La période des Trente glorieuses touche le Québec, au même titre que le reste de l'Amérique du nord. On assiste alors « à la fin d'un règne » et au triomphe de la modernité (FORTIN 1971). Les conditions de vie s'améliorent, la société de consommation s'implante et les paysages se transforment avec la mise en place des banlieues et des réseaux autoroutiers. Les Québécois vivent aussi une révolution culturelle, la révolution tranquille, qui s'accompagne d'une expansion de l'État québécois et de la montée du nationalisme (LINTEAU 1989). La démographie est aussi profondément affectée par la baisse de la nuptialité et, surtout, de la natalité (HENRIPIN 2003). Les Québécois francophones ont longtemps été connus pour la grande taille des familles. Au commencement des années 1980, la natalité de ceux-ci aura rejoint celle des nations industrialisées les moins fertiles.

C'est dans ce contexte que l'écoumène atteint son extension maximale (voir la carte 4). Les Autochtones et les Inuit localisés au nord sont sédentarisés au cours des années 1950 et 1960. Ce processus autoritaire fut géré en grande partie par le gouvernement fédéral et les congrégations religieuses (GENTELET et AL. 2005 ; MARTIN 2003). Ces populations de chasseurs-cueilleurs en seront à jamais affectées. Leur sédentarisation marque la fin de nombreuses traditions, la création d'un statut d'assistés sociaux pour ceux-ci et la multiplication des problèmes sociaux et de santé (Institut national de santé publique, 2004). D'autre part, le gouvernement du Québec instaure les régions administratives en 1967. Celles-ci passeront du nombre de 10 à 17, en 1987.

Le développement hydro-électrique de la Côte-Nord et de la Baie James ainsi que l'extraction minière au « Nouveau-Québec », prolongent l'écoumène dans des milieux où l'agriculture est, à peu de chose près, inexistante. Plusieurs

LES FRONTIÈRES DE L'ÉCOUMÈNE QUÉBÉCOIS

viles minières nordiques sont aménagées (Fermont, Gagnon, Schefferville, etc.). En outre, la ville de Fermont est conçue par les urbanistes de façon à s'adapter aux conditions climatiques très froides (WOLFE 2003), par la construction d'un complexe multifonctionnelle qui loge la majorité de la population (voir la photo. 1). La Convention de la Baie James et du nord québécois (CBJNQ) et la Convention du nord-est québécois (CNEQ) viendront aussi instaurer un système de redevances pour les Autochtones et instituer un régime particulier de gestion du territoire. Au demeurant, la voie maritime du Saint-Laurent et des Grands lacs entre en fonction en 1959.

Carte 4 : L'écoumène québécois en 1980

Au moment du référendum sur la souveraineté (1980), l'écoumène québécois atteint 178 721 km² (territoires municipalisés uniquement) pour une population totale de 6 547 207 habitants (Statistique Canada, 1981). Le Québec est maintenant une société moderne, industrialisée et urbanisée (LINTEAU 1989). Il compte six régions métropolitaines de recensement (RMR) et une trentaine d'agglomérations de recensement (AR), soit respectivement des zones

Martin SIMARD

urbaines de plus de 100 000 habitants et de plus de 10 000 habitants⁵. Les systèmes de santé et d'éducation ont été réformés et les infrastructures publiques sont nombreuses et en bon état (routes, aéroports, etc.). En outre, les enjeux environnementaux sont de plus en plus débattus sur la place publique et l'immigration, majoritairement non-européenne depuis peu, contribue à diversifier davantage le substrat social.

Photo. 1 : La ville de Fermont près de la frontière Québec-Labrador⁶

Le rétrécissement de l'écoumène (1980 à aujourd'hui)

L'arrivée des années 1980 semble annoncer le début d'un processus de rétrécissement de l'écoumène québécois. Encore faiblement perceptible, ce repli peut être associé à la fermeture de certaines villes nordiques et à la décroissance démographique des régions périphériques. Même si la population totale du Québec continue sa croissance — celle-ci devrait atteindre le seuil de huit millions de résidents d'ici quelques années — les milieux ruraux et périphériques subissent une baisse de population et de densité (voir le tableau 1).

⁵ Le taux d'urbanisation du Québec est d'environ 80 %.

⁶ Source : Martin Simard, 2012.

LES FRONTIÈRES DE L'ÉCOUMÈNE QUÉBÉCOIS

Tableau 1 : Population, densité et superficie par région administrative

Région administrative	Population 1986	Population 2011	Variation 1986-11	Densité 2011	Superficie km ²
Bas-Saint-Laurent	215 164	200 462	-14 702	9,0	22 184,9
Saguenay–Lac-Saint-Jean	291 368	273 461	-17 907	2,9	95 892,8
Capitale-Nationale	599 290	701 204	101 914	37,6	18 638,7
Mauricie	256 605	262 340	5 735	7,4	35 451,7
Estrie	263 602	312 150	48 548	30,6	10 194,6
Montréal	1 819 591	1 958 257	138 666	3 930,7	498,2
Outaouais	262 223	368 181	105 958	12,1	30 503,8
Abitibi-Témiscamingue	149 729	146 419	-3 310	2,6	57 339,7
Côte-Nord	106 736	95 802	-10 934	0,4	236 699,6
Nord-du-Québec	36 845	42 330	5 485	0,1	718 228,6
Gaspésie Îles de la-Madeleine	114 612	93 130	-21 482	4,6	20 272,2
Chaudière-Appalaches	363 728	406 401	42 673	27,0	15 070,9
Laval	290 778	403 744	112 966	1 641,2	246,0
Lanaudière	285 030	469 916	184 886	38,2	12 313,3
Laurentides	326 640	555 614	228 974	27,0	20 559,9
Montérégie	1 120 198	1 456 743	336 545	131,1	11 110,8
Centre-du-Québec	206 031	233 509	27 478	33,7	6 920,9
S ² terrestres	-	-	-	-	1 312 124,4
S ² lacustres	-	-	-	-	201 754,6
S ² marines	-	-	-	-	153 562
Ttl Québec	6 708 170	7 979 663	1 271 493	6,1	1 667 441

Source : Institut de la statistique du Québec 2012

Martin SIMARD

Le recensement canadien de 1996 a illustré, pour la première fois, un mouvement de stagnation ou de décroissance pour un grand nombre de villes, de villages et de régions. La baisse de la fécondité commence ainsi à affecter sérieusement le Québec, trente ans après le début de ce phénomène sociodémographique.

Dorénavant, la croissance démographique sera presque exclusivement reliée à l'immigration internationale, pour le Québec en entier, et aux migrations interrégionales, pour ce qui est des diverses régions. Par conséquence, la composition socioculturelle de la population se transforme, notamment à Montréal. Cette réalité tend à alimenter une dualité entre une région métropolitaine bilingue et cosmopolite et le reste du Québec, dualité qui existe depuis longtemps. L'enjeu de l'intégration linguistique des immigrants devient prépondérant pour l'avenir du français au Québec. Les populations de langue maternelle française sont en baisse constante au Québec (79,6 %) et au Canada (22,1 %) (Statistique Canada, 2006)⁷. La question de vieillissement de la population est aussi à l'ordre du jour au sein d'une société passablement refroidie, en comparaison avec l'effervescence des années 1960 et 1970.

Le territoire québécois : tendances, politiques, perspectives

La conquête de l'écoumène québécois est donc le fruit d'un processus très ancien ayant connu une forte accélération au cours des quatre derniers siècles. Les Québécois se sont appropriés politiquement et économiquement la presque totalité de la péninsule du Québec-Labrador. Toutefois, l'écoumène, défini ici comme l'espace municipalisé, se concentre dans la partie sud du territoire et il ne compte que pour 13,6 % des superficies terrestres. De surcroît, plus de 90 % du territoire est de tenure publique, sous la gouverne du ministère des Ressources naturelles et de la faune du Québec. La densité de population n'est que de 6,1 h. / km² en 2011, quoique celle-ci grimpe à 44,7 h. / km² lorsque l'on utilise l'écoumène pour son calcul.

De plus, la présence de l'État québécois dans le nord est récente et relativement ténue pendant que les frontières maritimes du Québec restent à déterminer, notamment dans le golfe du Saint-Laurent (DORION et LACASE 2011). Le poids démographique du Québec dans le Canada est passé de 36,5 %, en 1851, à 23,6 %, en 2011⁸. Il ne s'agit de dresser un constat d'échec mais de

7 À noter que la population qui utilise le français comme langue d'usage à la maison est relativement stable au Québec (81,8 % en 2006).

8 Source : http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/societe/demographie/struc_poplt/102.htm

LES FRONTIÈRES DE L'ÉCOUMÈNE QUÉBÉCOIS

mettre en relief les défis d'une société minoritaire à faible fécondité face à l'aménagement et au développement d'un immense territoire, à l'heure de la mondialisation des marchés et de la culture.

Les politiques territoriales actuelles

Depuis un demi-siècle, diverses institutions et politiques ont succédé aux traditionnels plans de colonisation menés concurremment par l'Église et par l'État (COURVILLE 2000). Le territoire est quadrillé par des municipalités locales (1139), des municipalités régionales de comté (MRC) ou des territoires équivalents (100), des communautés métropolitaines (2) de même que des régions administratives (17). D'autre part, différentes lois viennent structurer les pratiques d'aménagement du territoire et d'urbanisme⁹, sans compter les politiques récentes sur l'eau (2000), sur la ruralité (2002 et 2008) et sur le développement durable (2006). Malgré tous ces instruments de gestion, et l'encadrement étatique qui en résulte, le territoire habité paraît voué à un repli dans les prochaines décennies.

En effet, cinq régions administratives et une région métropolitaine de recensement, la RMR de Saguenay, subissent un déclin démographique depuis plus d'une décennie (SIMARD et GAUTHIER 2004). De plus, le ministère des Affaires municipales, des régions et de l'occupation du territoire (MAMROT) a identifié 152 municipalités dévitalisées, en 2008, dans le cadre de son Plan d'action à l'intention des municipalités dévitalisées. La vie dans les régions urbaines de Montréal et Québec est fortement valorisée dans l'imaginaire collectif, ce qui induit de forts courants migratoires, notamment chez les jeunes adultes (GAUTHIER 2003). Finalement, la crise forestière de la dernière décennie a amené la disparition de milliers d'emplois dans les villes et villages situés aux frontières de l'écoumène, affaiblissant ainsi la base économique de plusieurs régions périphériques.

En plus de la dévitalisation rurale, le Québec est paradoxalement touché par le phénomène d'étalement urbain (MERCIER 2006). En effet, la forme urbaine y est marquée par la multiplication des développements résidentiels de faible densité, en particulier dans les banlieues de Montréal et Québec. La superficie des régions métropolitaines de recensement (RMR) est à la hausse, ce qui témoigne de la faible densité des habitations et de l'expansion des aires

9 La loi sur l'aménagement et l'urbanisme du Québec, adoptée en décembre 1979, devrait bientôt être remplacée par la loi sur l'aménagement durable du territoire et l'urbanisme.

Martin SIMARD

d'influence des villes sur la proche campagne (voir le tableau 2)¹⁰. La culture du *bungalow* et de l'automobile pénètre les Québécois de tout leur être. S'agit-il de mimétisme par rapport au rêve américain ou d'un trait collectif plus ancien issu des racines rurales des Canadiens-français ? Le débat reste ouvert.

Depuis 1995, date à laquelle l'Ordre des urbanistes du Québec a tenté de mettre à l'agenda le débat sur l'étalement urbain, peu de réalisations peuvent être identifiées. La seule politique publique qui se soit clairement attardée au problème demeure la loi sur la protection du territoire et des activités agricoles datant de 1978. Néanmoins, les frontières de la zone agricole protégée ont été révisées à la baisse à plusieurs reprises, au cours des trois dernières décennies (BINET 2004). Par ailleurs, les instruments de planification prévus à la loi sur l'aménagement et l'urbanisme n'ont pas donné tous les résultats espérés (SIMARD et MERCIER 2009) alors que les regroupements municipaux récents tardent à porter fruits en matière de développement urbain durable.

Tableau 2 : Superficie, population et densité par RMR au Québec¹¹

Rang au CDN	Nom de RMR	Superficie en Km ²	Population	Densité h. / Km ²	Superficie en Km ²	Population	Densité h. / Km ²
2006		1996	1996	1996	2011	2011	2011
2	Montréal	4 024,20	3 326 510	826,6	4 258,31	3 824 221	898,1
4	Ottawa-Gatineau	5 686,50	1 010 498	177,7	6 287,03	1 236 324	196,6
7	Québec	3 149,70	671 889	213,3	3 349,12	765 706	228,6
19	Sherbrooke	979,90	147 384	150,4	1 459,61	201 890	138,3
26	Saguenay	1 723,30	160 454	93,1	2 564,02	157 790	61,5
27	Trois-Rivières	871,90	139 956	160,5	1 041,15	151 773	145,8

Source : Statistique Canada 2012

Les projets associés au « Plan nord » du gouvernement du Québec

Les chantiers nordiques de la Baie James tournent au ralenti depuis une quinzaine d'années (LASSERRE 2009). Les installations hydroélectriques

10 Les territoires de RMR évoluent d'un recensement à l'autre car ceux-ci regroupent les municipalités locales où plus de 50 % de la population active occupée fait la navette quotidiennement vers la ville-centre.

11 LA RMR d'Ottawa-Gatineau englobe des territoires et des populations en Ontario et au Québec. La population de la partie québécoise de la RMR est d'environ 300 000.

LES FRONTIÈRES DE L'ÉCOUMÈNE QUÉBÉCOIS

d'Hydro-Québec n'occupent plus que quelques centaines de travailleurs migrants, regroupés dans la localité de Radisson ou dans des installations temporaires. Cependant, le gouvernement du Québec a annoncé, en mai 2011, la mise en œuvre du Plan nord. Le Plan nord est un plan d'action économique qui vise à exploiter davantage les ressources des régions nordiques de la province. On cherche à profiter des besoins en minerais des pays émergents pour mettre en service plusieurs mines (fer, or, nickel, etc.). Déjà, la multinationale *ArcelorMittal* prévoit d'investir plus de deux milliards de dollars canadiens pour augmenter la production de sa mine de fer localisée à Fermont (BERGERON 2011).

Le plan qui s'intitule officiellement « Plan nord : faire le nord ensemble, le défi d'une génération » (Gouvernement du Québec, 2011) propose quatre objectifs stratégiques pour le développement des territoires québécois situés au nord du 49^e parallèle : assurer le mieux-être et le développement des communautés, mettre en valeur l'immense potentiel économique du nord québécois, rendre le nord accessible et veiller à la protection de l'environnement. Le projet sera administré par la *Société du Plan nord* à l'aide du *Fonds du Plan nord*. Le gouvernement québécois entrevoit des investissements privés et publics de l'ordre de 80 milliards de dollars canadiens sur 25 ans, dans la foulée du Plan nord.

Le plan contient également des projets d'infrastructures financées principalement par le gouvernement du Québec. Ces projets sont les suivants : lien routier ou ferroviaire pour rejoindre Kuujuaq, sur la Baie d'Ungava, un port en eau profonde à Kuujuarapik, sur la Baie D'Hudson, et le prolongement de la route 167, de la réserve cri de Mistissini jusqu'aux monts Otish, montagnes situées au centre géographique de la péninsule du Québec-Labrador. Des investissements publics de près de 400 millions sont aussi prévus dans les sphères du logement, de la santé et de l'éducation, au cours des cinq prochaines années (GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, 2011). Ce sont essentiellement les communautés autochtones et inuit qui en bénéficieront, considérant leur dynamisme démographique.

Il s'agit donc d'un plan ambitieux qui tranche avec le mouvement de ralentissement des interventions dans le nord du Québec, depuis un certain temps. S'agit-il d'un mirage alimenté par les souvenirs d'une époque où le développement industriel semblait répondre à tous les besoins ou d'un réel projet mobilisateur ? Difficile de répondre pour le moment. Cependant, il est nécessaire de rappeler que le nord du Québec est immense et que les problèmes de transports et de communications y sont énormes. La trentaine de villes et

Martin SIMARD

villages qu'on y retrouve¹² constituent de petits isolats de l'écoumène, séparés du noyau principal et distants les uns des autres, isolats que l'on peut atteindre essentiellement par avion. Le froid, les eaux englacées et le pergélisol limitent passablement la faisabilité et la pérennité des travaux d'aménagement.

La question des droits et revendications autochtones est aussi à considérer (voir la carte 5).

Carte 5 : Les Autochtones et Inuit du nord québécois et les terres conventionnées¹³

12 En voici la liste : 14 villages inuit, 9 villages cris, 1 réserve Naskapis, 1 réserve montagnaise, 5 établissements « blancs » (Chibougamau, Chapais, Lebel-sur-Quévillon, Matagami et Radisson) et la mine Raglan.

13 Source : <http://plannord.gouv.qc.ca/documentation>

LES FRONTIÈRES DE L'ÉCOUMÈNE QUÉBÉCOIS

Jusqu'à maintenant, les Cris¹⁴ ont réagit favorablement au projet (DUBUC 2011) mais qu'en sera-t-il des autres nations ? Certains groupes d'Innus ont d'ailleurs exprimé leur mécontentement face au Plan nord, en juin 2011 (PARADIS 2011). Au-delà des espaces conventionnés, le Québec constitue un endroit où les droits territoriaux des premières nations ne sont pas précisément balisés sur le plan légal. Cette caractéristique, partagée par la Colombie-Britannique, est contraire à la situation vécue par d'autres provinces canadiennes, notamment les provinces des prairies où les célèbres traités numérotés sont en vigueur depuis plus d'un siècle (BONE 2010).

Finalement, la plupart des mines qui seront exploitées ne donneront pas lieu à de nouveaux établissements. Les dirigeants procéderont aux déplacements temporaires des travailleurs, à partir des villes du « sud ». C'est ce qui est fait à la mine de nickel Raglan, implantée en 1997 dans la péninsule de l'Ungava, ainsi que dans plusieurs exploitations minières localisées dans le nord de la Saskatchewan et dans les Territoires-du-Nord-Ouest. Assumer pleinement sa *nordicité* n'est donc pas chose facile (HAMELIN 1975). Du côté des établissements « blancs »¹⁵, seul Fermont pourrait voir sa population augmenter avec la mise en œuvre des projets miniers actuellement sur la planche à dessins.

L'évolution de l'écoumène québécois paraît typique du peuplement des « pays neufs » (BOUCHARD 2000). La marche du peuplement se réalise rapidement à partir de noyaux centraux qui se consolident avec le temps. Les communautés aborigènes sont longtemps repoussées avant d'être reconnues sur des positions marginales. La conquête de l'écoumène reflète successivement les besoins en territoires d'une société rurale, d'une société industrielle et d'une société postindustrielle. Ce dernier contexte favorise un certain repli de l'écoumène malgré quelques avancées ponctuelles. C'est probablement la lecture qu'il faut faire du fameux Plan nord orchestré par le gouvernement du Québec.

14 Depuis l'accord de « la paix des braves » en 2002, les Indiens cris de la Jamésie ont amélioré leur relation avec le gouvernement du Québec. Actuellement, ils négocient la possibilité d'imposer une taxe pour d'éventuelles exploitations minières sur les terres de catégories 1 et 2 associées aux neuf communautés cris. Ce territoire, qui forme un archipel découpé à même le territoire de la municipalité de la Baie James, est nommé Eeyou Istchee par les Cris.

15 Pour leur part, les villages autochtones et inuit affichent des taux de croissance importants grâce à un régime démographique pré-transitionnel. Malgré tout, la population totale des divers établissements demeure faible en chiffres absolus.

Martin SIMARD

Au-delà de sa superficie, l'écoumène québécois est aussi caractérisé par diverses tendances contradictoires : dévitalisation rurale, étalement urbain, perte de substance des collectivités rurales périurbaines, développement d'une ruralité de prestige par la villégiature, etc. La question de l'échelle géographique à laquelle s'appliquent ces phénomènes ainsi que la diversité des milieux géographiques auxquels ceux-ci réfèrent, pourraient venir expliquer le caractère paradoxal de ces dynamiques. Celles-ci sont aussi le miroir de la disparition graduelle des qualités urbaines et rurales qui sont traditionnellement attribuées aux territoires. La standardisation des valeurs et comportements, la grande mobilité des individus et la diminution des populations rurales occupées à l'agriculture semblent confirmer cette affirmation.

La politique nationale de la ruralité a marqué une volonté politique nouvelle de valoriser et préserver les espaces ruraux. La politique d'occupation du territoire, qui devrait bientôt formaliser des contrats de territoire à l'échelle macro ou micro-régionale, va également en ce sens. Après des années de fermetures d'écoles et de services dans les « petits milieux », cette position peut paraître naïve considérant la forte mobilité des individus pour le travail et la recherche de milieux pourvus d'aménités. De manière plus fondamentale, le pari du développement rural soulève la question de l'occupation du territoire au sein des sociétés modernes avancées. Occuper le maximum de territoire ou les superficies précédemment utilisées est-il nécessaire ou souhaitable ?

Finalement, l'occupation et le développement du nord du Québec conserve une saveur particulière. Situé en retrait de « l'aire naturelle » de rayonnement des francophones d'Amérique, et territoire québécois depuis un siècle seulement, le nord du Québec est développé en fonction de préoccupations essentiellement économiques et géopolitiques. La sédentarisation des premières nations, les chantiers de la Manicouagan et de la Baie James de même que le Plan nord s'inscrivent dans un processus d'appropriation du territoire par l'État québécois. Affirmer sa main mise sur le territoire, utiliser ses ressources pour créer de la richesse au sud et se donner du poids face aux provinces et états voisins, tels sont les motifs véritables de l'aventure nordique du Québec.

Bibliographie

- BERGERON, P. (2011) « Plan Nord: ArcelorMittal investit massivement dans sa mine de Fermont », *Le Soleil*, 20 mai 2011, [En ligne], URL : <http://www.cyberpresse.ca/le-soleil/affaires/les-regions/201105/20/01-4401567-plan-nord-arcelormittal-investit-massivement-dans-sa-mine-de-fermont.php>, consulté le 22-05-2011.
- BINET, C. (2004) « Le contrôle de l'étalement urbain au Québec : 25 ans de valse-hésitation », *Organisations et territoires*, vol. 13, no. 1, p.83-100.
- BLANCHARD, R. (1960) *Le Canada français*, Montréal, Librairie Artheme Fayard, 316 pages.
- BONE, R.M. (2010) *The Regional Geography of Canada (5th ed.)*, Toronto, Oxford University Press, 552 pages.
- BOUCHARD, G. (2000) *Genèse des nations et cultures du Nouveau Monde. Essai d'histoire comparée*, Montréal, Boréal, 503 pages.
- CLAVAL, P. (1989) *La conquête de l'espace américain: du Mayflower au Disneyworld*, Paris, Flammarion, 320 pages.
- COURVILLE, S. (2000) *Le Québec : genèses et mutations du territoire*, Lévis, Presses de l'Université Laval, 508 pages.
- DORION, H. et LACASE, J.-P. (2011) *Le Québec : territoire incertain*, Québec, Septentrion, 328 pages.
- DUBUC, A. (2011) « Les Cris veulent percevoir des redevances sur leur territoire », *La Presse*, 10 juin 2011, [En ligne], URL : <http://lapresseaffaires.cyberpresse.ca/economie/energie-et-ressources/201106/10/01-4407846-les-cris-veulent-percevoir-des-redevances-sur-leur-territoire.php>
- FORTIN, G. (1971) *La fin d'un règne*, Montréal, Hurtubise, 397 pages.
- GAUTHIER, M. (2004) « La ville fait-elle encore rêver les jeunes », dans Boudreault, P.W et Parazelli, M. *L'imaginaire urbain et les jeunes*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p.29-44
- GENTELET, K., BISSONNETTE, A. ET ROCHER, G. (2005) *La sédentarisation : effets et suites chez des Innus et des Atikamekw*, Montréal, Thémis, 121 pages.
- GOVERNEMENT DU QUÉBEC (2011) *Plan nord : faire le nord ensemble, le défi d'une génération*, Québec, Ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF), Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 60 pages.
- GOVERNEMENT DU QUÉBEC (2008) *Pour une plus grande prospérité et vitalité de nos municipalités : Plan d'action gouvernemental à l'intention des*

Martin SIMARD

- municipalités dévitalisées*, Ministère des Affaires municipales, des régions et de l'occupation du territoire (MAMROT), Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 172 pages.
- GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (2006) *Politique nationale de la ruralité (2007-14)*, Ministère des Affaires municipales, des régions et de l'occupation du territoire (MAMROT), Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 84 pages.
- HAMELIN, L.-E. (1993) *Le rang d'habitat. Le réel et l'imaginaire*, Montréal, Hurtubise, 328 pages.
- HAMELIN, L.-E. (1975) *Nordicité canadienne*, Montréal, Hurtubise, 458 pages.
- HARVEY, F. (1996) « Historique des régions du Québec, des origines à la révolution tranquille », dans Proulx, M.-U. (dir.) *Le phénomène régional au Québec*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p.113-132.
- HENRIPIN, J. (2003) *La métamorphose de la population canadienne*, Montréal, Les Éditions Varia, collection Histoire et Société, 295 pages.
- INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC (2004) *Enquête de santé auprès des Inuits du Nunavik. Les faits saillants de l'enquête*, Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik, 13 pages.
- LACASE, J.-P. (1996) « Le territoire dans l'univers Innu d'aujourd'hui », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 40, no.110, p.185-204.
- LAMARRE, J. (2009) « La Conquête et l'école de Montréal », *Cap-aux-Diamants : la revue d'histoire du Québec*, n° 99, p. 42-47.
- LAPERRIÈRE, G. (2009) *Les Cantons-de-l'Est*, Québec, Presses de l'Université Laval, Collection : Les régions du Québec... histoire en Bref, 200 pages.
- LASSERRE, F. (2009) « Les aménagements hydroélectriques du Québec : le renouveau des grands projets », *Géocarrefour*, vol. 84/1-2, [En ligne], URL : <http://geocarrefour.revues.org/7186>. Consulté le 04-06-2011.
- LINTEAU, P.-A. (1989) *Histoire du Québec contemporain. Tome 2. Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 840 pages.
- MARSAN, J.-C. (1994) *Montréal en évolution. Historique du développement de l'architecture et de l'environnement montréalais*, Montréal, Méridien, 515 pages.
- THIBAUT, M. (2003) *De la banquise au congélateur. Mondialisation et culture au Nunavik*, Québec, Presses de l'Université Laval, 212 pages.

LES FRONTIÈRES DE L'ÉCOUMÈNE QUÉBÉCOIS

- MERCIER, G. (2006) « La norme pavillonnaire : mythologie contemporaine, idéal urbain, pacte social, ordre industriel, moralité capitaliste et idéalisme démocratique », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 50, no.140, p.207-239.
- MIMEAULT, M. (2004) *La Gaspésie*, Québec, Presses de l'Université Laval, Collection : [Les régions du Québec... histoire en Bref](#), 192 pages.
- PARADIS, S. (2011) « Les Innus opposés au Plan Nord adoptent des moyens de pression », *La Presse canadienne*, 6 juin 2011, [En ligne], URL : <http://www.cyberpresse.ca/actualites / quebec-canada/politiquequebecoise / 201106/06/01-4406624 - les - innus- opposes-au-plan-nord-adoptent-des-moyens-de-pression.php>, consulté le 06-06-2011.
- PROULX, M.-U. (2002) *L'économie des territoires au Québec. Aménagement, gestion, développement*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 364 pages.
- SIMARD, M. et MERCIER, G. (2009) « Trente ans d'aménagement institutionnalisé au Québec. Une contribution au modèle québécois? », *Études canadiennes*, no. 66, p.139-151.
- SIMARD, M. et GAUTHIER, M.-J. (2004) « Les enjeux territoriaux associés à la réforme municipale. Le cas de Saguenay », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 48, no. 134, p.191-207.
- TRUDEL, M. (1963) *Histoire de la Nouvelle-France, vol. 1 : les vaines tentatives, 1524-1603*, Montréal, Fides, 307 pages.
- VALLIÈRES, M. (2010) *Québec*, Québec, Presses de l'Université Laval, Collection : [Les régions du Québec... histoire en Bref](#), 216 pages.
- WEISS-ALTANER, E. (1992) *Principes de démographie politique: population, urbanisation et développement*, Lausanne Economica, 259 pages.
- WEISS, C., CILLIS, P. et ROTHWELL, N. (2007) *L'écoumène de population du Canada : Exploration du passé et du présent*, Ottawa, Statistique Canada, Document de géographie no. 92F0138M, 31 pages.
- WOLFE, J.M. (2003) « Norbert Schoenauer : Planner », *ARQ : La Revue d'Architecture*, no. 122, p.4-7.